

# **Le 7 octobre 2023, contribution de Pierre Abécassis (Commission Palestine/Israël d'ENSEMBLE!)**

*Vous trouverez ci-dessous deux textes rédigés par Pierre Abécassis, le premier l'a été début mars à la demande de l'équipe d'animation de la commission Palestine/Israël dans le cadre du débat initié par le groupe de travail Palestine/Israël formé de membres de l'EA de la commission internationale et de membres de l'EA de la commission Palestine/Israël. Le second fait état de la poursuite des réflexions de Pierre à la fin du même mois.*

## **Les victimes du 7 octobre dans le sud d'Israël ont-elles été assassinées « parce que juives » ?**

### **Avant tout une opération militaire...**

La bande de Gaza, sous un blocus inhumain depuis 16 ans dans le silence complice de la communauté internationale, régulièrement l'objet de destructions et de massacres pour avoir expédié roquettes et cerf volants sur Israël, a explosé telle une cocotte minute.

Les milices islamistes du Hamas et ses alliés du Djihad islamique et du FPLP, ont commis une opération militaire audacieuse minutieusement préparée dans le sud d'Israël : avec des moyens légers, dérisoires au regard de la technologie ultramoderne déployée par l'État hébreu, 1500 à 2000 hommes ont d'abord attaqué et mis hors service la « barrière de sécurité » et six bases militaires israéliennes tuant 373 personnels des forces de sécurité. Une douzaine de kibboutz plus ou moins militarisés et le site tout proche où se tenait une rave party ont été pris pour cible ensuite, tuant environ 750 civils de tous âges, d'une quinzaine de nationalités différentes.

Après de lourdes pertes, les combattants du Hamas, leurs alliés et, très probablement, des éléments incontrôlés se sont ensuite repliés sur Gaza avec 233 « otages » dont plusieurs dizaines de militaires.

Indiscutablement, lors de ces opérations, des atrocités ont été commises (humiliations, sévices, mutilations, assassinats, viols) sans que l'on puisse, à ce stade, savoir si elles sont le fait de cas individuels ou collectifs, en connaître les auteurs directs, même si le Hamas, en tant que force militaire largement dominante, en porte la responsabilité juridique et politique quasi-totale. Quoi qu'il en soit, des crimes de guerre et possiblement des crimes contre l'Humanité au regard du droit international ont été commis dont les auteurs devront être recherchés, poursuivis et jugés.

Cette opération a entraîné de la part d'Israël une riposte en cours dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle est disproportionnée :

- dans la Bande de Gaza, avec pour but officiel d'éradiquer le Hamas, le cabinet de guerre Netanyahu a fait déverser l'équivalent de deux fois le tonnage d'explosifs utilisés sur Hiroshima en 1945, occasionnant l'endommagement ou la destruction totale de 75 % du bâti (hôpitaux, écoles et mosquées comprises), plus de 100 000 blessés et plus de 30 000 morts dont une grande majorité d'enfants et de femmes. Les déplacements d'une population déjà

fragilisée, trimbalée au gré des consignes contradictoires de l'armée sioniste, hyper-concentrée sur un tout petit territoire dont elle ne peut pas fuir, manquant de tout, affamée et assoiffée par une aide humanitaire dérisoire bloquée par les colons suprématistes et l'armée, confirme le processus génocidaire introduit auprès de la Cour internationale de justice ;

- en Cisjordanie, elle fournit une couverture pour l'accélération de la colonisation.

Voilà pour les faits.

### **... contre la colonisation**

Depuis un siècle, la Palestine est colonisée. D'abord le Royaume-Uni « mandataire » puis les Etats-Unis ont favorisé l'implantation de communautés juives au fil des ans aboutissant à la création de l'État d'Israël en 1948 dont la Shoah est un élément fondateur spécifique.

Même si elle présente également la particularité de n'avoir pas de métropole, la colonisation juive sioniste est et demeure fondamentalement une colonisation de peuplement et de remplacement. Comme toute colonisation, elle repose sur la négation, l'asservissement, voire l'élimination du peuple autochtone, résumée, dans le cas présent, par la formule sioniste « magique » qui a longtemps marché « d'une terre sans peuple pour un peuple sans terre ».

Le « problème » est que ladite terre n'était pas « sans peuple » et que le peuple arabe, devenu Palestinien, a résisté et s'est révolté tout au long de ce siècle, tragiquement seul ou « aidé » par certaines des nations arabes environnantes.

Des révoltes arabes d'avant-guerre à la seconde intifada de 2003 en passant par la Guerre de juin 1967, celles d'octobre 1973 ou du Liban de 1982, tous ces épisodes ont pour caractéristique commune la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme.

Par conséquent, on ne peut pas analyser et comprendre le 7 octobre si on ne le situe pas dans la continuité historique de la lutte d'un peuple opprimé contre un État oppresseur, d'un peuple colonisé contre une nation qui revendique elle-même son statut d'État « colon ».

Quoi qu'on pense du Hamas et de sa stratégie politique passée ou présente, le pire serait de regarder le doigt quand il montre la lune, de voir des religions là où il y a des politiques, de considérer des races là où il y a des peuples.

Quoi qu'il arrive - et le pire n'est jamais certain - l'action militaire du 7 octobre a poussé le sionisme au bout (?) de sa logique infernale. Elle a créé en cela un point de non retour historique dont il convient de prendre la mesure et que, en tant que mouvement politique, nous devons analyser pour ce qu'il est : la énième tragédie dont un peuple est victime pour avoir lutté contre le colonialisme qui l'opprime depuis un siècle.

# Le 7 octobre, un évènement de portée historique

Quelques jours après les évènements, la cause était entendue et la réponse parfaitement claire. A droite, bien sûr, mais aussi au sein d'une certaine gauche se voulant « vigilante » sur la question de l'antisémitisme, quelques un.es ont répondu explicitement par l'affirmative : oui, la dénonciation du terrorisme islamique et de l'antisémitisme devait impérativement être affichée comme gage de fréquentabilité, en préalable à tout échange. Après, et après seulement, on pouvait discuter...

## L'antisémitisme, encore et toujours instrumentalisé

Pour l'extrême droite, la droite, une partie non négligeable de « la gauche », et même pour une petite partie de la gauche « radicale », ce qui s'est passé le 7 octobre relève donc essentiellement de l'antisémitisme. Macron lui-même a parlé du « plus grand massacre antisémite de notre siècle » à propos des attaques menées par le Hamas lors de la cérémonie d'hommage aux victimes françaises de l'opération, organisée le 7 février dernier. Cette lecture des événements s'inscrit dans le cadre général de la théorie du « nouvel antisémitisme » largement partagée et relayée, à commencer par le gouvernement israélien à travers ses dispositifs de communication et de propagande. Quand ces gens-là parlent de « nouvel antisémitisme », il faut comprendre qu'il s'agit de l'antisémitisme attribué aux arabo-musulmans. Il est clair depuis longtemps que la dénonciation de l'antisémitisme d'extrême droite, l'antisémitisme chrétien, l'antisémitisme racial n'a plus d'intérêt politique dès lors qu'il ne peut pas servir le sionisme et l'État d'Israël. Ceci est d'ailleurs confirmé par les accointances bien connues que les dirigeants d'extrême droite de par le monde entretiennent avec des forces antisémites, quand ces mêmes dirigeants n'en sont pas eux-mêmes porteurs, de Bolsonaro à Trump, de Orban à Poutine, en passant par Modi. En France, le gouvernement, des partis politiques de tous bords, des chercheurs, des organisations juives (CRIF en tête bien sûr), ou même se revendiquant de la gauche antiraciste ou radicale reprennent cette théorie.

Ce récit doit être caractérisé pour ce qu'il est : une manipulation crasse de l'Histoire qui devrait indigner toutes celles et tous ceux qui entendent lutter sincèrement contre le racisme. La convocation de l'antisémitisme afin d'invisibiliser un contexte de domination coloniale et de justifier une guerre de destruction à portée génocidaire, ne peut qu'abîmer les idées de justice et d'égalité pour tous·tes, et entraver l'horizon d'une paix juste sur le territoire.

## Qui peut prétendre se mettre dans la tête des miliciens du HAMAS ?

Au sein de ce qui concerne « la gauche », éventuellement radicale, quel.le militant.e occidental.e biberonné au marxisme, souvent sexagénaire voire plus, peut raisonnablement affirmer que des jeunes hommes gazaouis éduqués dans la foi islamique, qui n'ont connu lors de leur vie adulte que le blocus instauré par le pouvoir israélien, qui ne connaissent du Juif que le soldat ou le sniper, robocop d'apparition fugace, seraient en mesure de motiver « théoriquement » leurs crimes par des raisons ethno-religieuses ? N'auraient-ils pas, plus vraisemblablement, dans la frénésie et l'euphorie rageuse de leur « victoire », tiré sur « tout ce qui bouge », sur celles et ceux qui se sont trouvés au

mauvais endroit, au mauvais moment : juives et juifs certes, mais aussi thaïlandais, bédouins, fêtard.es de 15 nationalités différentes, chantant et dansant dans une insouciance tragique, à quelques encablures des souffrances indicibles de leur peuple, occupants des terres ancestrales dont leurs grands-parents ont été chassés ?

Qui peut être absolument certain, en l'absence d'enquête impartiale internationale, que les exactions sur des civils commises les 7 et 8 octobre ont été politiquement décidées, planifiées et contrôlées par le Hamas ou ses alliés ? En d'autres termes, peut-on exclure que des éléments incontrôlés (autonomes, pillards, lumpen...) - aient pu, profitant de l'aubaine, s'engouffrer dans les brèches de la « barrière de sécurité » ouvertes par les milices plus « officielles » ?

Pourquoi les alliés du HAMAS, notamment le FPLP et le Djihad islamique, d'habitude diserts, pourtant parties prenantes des opérations, sont-ils restés silencieux après le 7 octobre ?

Pourquoi ignore-t-on et ne tient-on strictement aucun compte du document en 30 pages publié le 21 janvier par le HAMAS, document très précis et complet, dans lequel il explique, voire même il ébauche une autocritique à propos de l'opération déluge d'Al Aqsa et ses éventuels dérapages. On n'ose croire que ce boycott puisse être lié au fait que le Hamas est un mouvement « d'extrême droite » (comme le qualifient les auteurs de l'incroyable brûlot publié le 20 février dans Médiapart par une quarantaine de personnalités) tandis que le narratif israélien émanant, lui, de l'État « juif et démocratique » que l'on voit à l'œuvre est repris intégralement comme paroles d'évangile...

## **Le 7 octobre est avant tout une opération militaire**

Faire des événements du 7 octobre un « massacre antisémite » conduit à occulter gravement une partie de la réalité. La regarder en face ne revient ni à minimiser, nier, ou légitimer les horreurs qui ont été commises, ni à manquer d'empathie vis-à-vis des victimes. Au contraire, le respect envers ces victimes et leurs proches, mais également envers les Palestinien·nes qui subissent une explosion de violence inédite depuis, impose un devoir de vérité. Cinq mois plus tard, il est possible d'avoir une vision plus claire des faits. Ce jour-là, la bande de Gaza sous un blocus inhumain depuis 16 ans dans le silence complice de la communauté internationale, régulièrement l'objet de destructions et de massacres pour avoir expédié roquettes et cerf volants sur Israël, a explosé telle une cocotte minute.

Les milices islamistes du Hamas et ses alliés du Djihad islamique et du FPLP, ont commis une opération militaire audacieuse minutieusement préparée dans le sud d'Israël : avec des moyens légers, dérisoires au regard de la technologie ultrasophistiquée déployée par l'État hébreu, 1500 à 2000 hommes ont d'abord attaqué et mis hors service la « barrière de sécurité » et six bases militaires israéliennes tuant 373 personnels des forces de sécurité. Une douzaine de kibboutz plus ou moins militarisés ont ensuite été pris d'assaut, toujours à l'arme légère. Ces kibboutz illustrent la confusion permanente qu'entretient depuis des décennies l'État israélien entre le civil et le militaire, notamment lorsqu'il s'agit des kibboutz et de leurs fonctions dans des zones sensibles comme autour de Gaza : ils sont certes peuplés de civils, mais rappelons le vieil adage selon lequel l'État d'Israël est en fait une armée qui possède un État... Les Gazaouis, population de réfugiés, n'ont pas oublié - parce que l'exil est un puissant « aide-mémoire » - que les kibboutz situés autour de la

bande de Gaza, largement construits sur les terres de villages palestiniens vidés de leurs habitant·es en 1948, sont nés d'opérations coloniales visant à créer des faits accomplis et à assurer une présence sioniste dans ce territoire avant la partition de la Palestine. Qu'ils aient constitué pour le Hamas des objectifs militaires n'a donc rien d'étonnant, d'autant moins qu'il est à peu près prouvé aujourd'hui que certains d'entre eux abritaient des infrastructures de surveillance électronique de la "barrière de sécurité".

Le site tout proche d'une rave party a ensuite été pris pour cible ; au total, environ 750 civil·es de tous âges, ont perdu la vie que les médias mainstream nous ont largement racontée pour nombre d'entre elles et eux. Comme on a pu le dire, les victimes juives du 7 octobre étaient des personnes, tandis que les Gazaoui·es massacrés·es ensuite sont restés·es, largement, des statistiques « selon le Hamas, classé terroriste par la plupart des États occidentaux ».

Après de lourdes pertes, les combattants du Hamas, leurs alliés et, très probablement, des éléments incontrôlés se sont ensuite repliés sur Gaza avec 233 « otages » dont plusieurs dizaines de militaires. En occultant la dimension purement militaire de l'attaque du 7 octobre pour en faire des attentats terroristes et antisémites ciblant des victimes civiles, on contribue au brouillage politique de l'opération.

## **Masquer l'histoire et le contexte colonial**

Appréhender le 7 octobre strictement comme une attaque antisémite s'inscrit par conséquent dans l'effort de la propagande israélienne visant à gommer la réalité coloniale et à renforcer la légitimité de l'État israélien. Au lendemain de la guerre des Six jours de 1967, les organisations sionistes et les gouvernements israéliens successifs se sont attachés à construire un "nouvel antisémitisme", faisant de l'Etat d'Israël "le Juif parmi les nations" et des Arabes les porteurs de cette « doctrine ». La sidération devant l'ampleur des violences auxquelles a été confrontée la population israélienne, puis celles subies par les otages, a rapidement cédé la place à une instrumentalisation de celle-ci par Tel Aviv, relayée dans la foulée par ses soutiens à l'étranger. Elle convoque les épisodes les plus effroyables de la conscience collective juive, tout en faisant des appels du pied aux traumatismes des Occidentaux provoqués par les attentats djihadistes, et à leur culpabilité liée à la Shoah.

L'ancien premier ministre israélien Naftali Bennett a ouvert la voie dès le 9 octobre tirant un trait d'égalité entre Hamas et nazisme. Olivier Véran, alors porte-parole du gouvernement, déclare qu'« Israël a vécu son 11 septembre ». Selon le directeur du Mémorial de la Shoah, il n'y a pas eu autant de victimes juives sur une journée depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Quant à Macron, il s'est « distingué » en proposant rien moins qu'une coalition internationale contre le Hamas, comme contre Daesh ou Al-Qaïda... Même le Quai d'Orsay lui a dit son fait !

Solution finale, djihadisme et terrorisme forment le triangle infernal dans lequel doit être analysée l'attaque du Hamas. Tout ce qui en dévie est dès lors considéré comme une apologie antisémite. Tout ce qui fait écho aux massacres de Juif·ves parce que Juif·ves est bon à prendre, mémoire des pogroms comprise, pour disqualifier davantage l'approche coloniale du contexte. Pourtant, une analyse rigoureuse du 7 octobre ne permet pas de corroborer ce choix sémantique très politique. Les victimes israéliennes ne vivaient pas sans protection militaire ni dans un État hostile,

caractéristiques premières des pogroms qui désignent les massacres de Juif·ves dans la Russie tsariste, par les populations locales avec la bénédiction des autorités. Mais peu importe, cette rhétorique permet de rallier l'opinion publique occidentale et d'obtenir le consentement de nos sociétés vis-à-vis des massacres israéliens commis à Gaza, notamment au nom d'une prétendue lutte contre l'antisémitisme. Elle permet également de délégitimer et réduire au silence toute revendication politique palestinienne, ou toute critique du sionisme, en la qualifiant d'antisémite. Détourner de la sorte le signifiant "antisémite" nuit à une bonne compréhension des dynamiques de lutte des Palestiniens et Palestiniennes pour leurs droits, mais aussi au combat contre l'antisémitisme, et donc à l'antiracisme en général.

Faire de l'attaque du 7 octobre une attaque antisémite, c'est par conséquent ne pas tenir compte du contexte dans lequel ces attaques ont eu lieu ; cela revient à signifier que lorsqu'un·e Palestinien·ne attaque un Israélien·ne – qu'il ou elle soit soldat·e, habitant·e de Tel-Aviv ou d'un avant-poste en Cisjordanie – il ou elle commet, de toute façon, un acte antisémite. On en vient ainsi à désigner tout acte de résistance, qu'elle soit armée ou pacifique, comme une agression antisémite. Ainsi, la campagne BDS est désignée comme antisémite, les rapports des ONG qualifiant Israël d'État d'apartheid, antisémite. La Cour Internationale de Justice, antisémite. Les marches du retour des réfugié·es palestinien·nes, antisémites. Les soulèvements spontanés et la grève générale palestinienne de 2021 contre l'épuration ethnique à Jérusalem-Est, antisémites. Et, évidemment, l'antisionisme, antisémite.

Au surplus, faire des attaques du 7 octobre un acte antisémite revient à invisibiliser les nombreuses victimes non-juives et palestiniennes de l'opération.

## **“Yahoud” ou “Israili” ? Un flou sémantique entretenu par le sionisme**

Et parce que le Hamas a tué des Juif·ves, nous avons même entendu les commentateur·rices, journalistes et acteur·rices politiques répéter en chœur les éléments de langage des autorités israéliennes assimilant le Hamas voire plus largement les Palestinien·nes aux nazis. Bien curieuse lecture, négationniste, qui évacue de nouveau la réalité de la colonisation, et vise à légitimer les tapis de bombes déversés quotidiennement par Israël sur les habitant·es de Gaza. On a ainsi pu entendre l'ambassadrice israélienne à Londres, Tzipi Hotovely, comparer les bombardements israéliens sur Gaza aux bombardements des alliés sur Dresde. Ou encore l'inénarrable député LR Meyer Habib déclarer que « Le Hamas, c'est Hitler ». Il faut dire qu'en affirmant, toute honte bue, que c'était le grand mufti de Jérusalem qui avait soufflé à Hitler la solution finale, Netanyahu avait préparé le terrain. Du point de vue palestinien, et donc aussi d'une organisation telle que le Hamas, "Juif·ve" est avant tout le terme par lequel est désigné·e le Juif·ve israélien, c'est à dire l'individu·e qui bénéficie du régime de suprématie juive mis en place entre la Mer et le Jourdain. Dans cette perspective, il faut bien comprendre que le Juif persécuté par les nazis n'est pas le même que le Juif ciblé par le Hamas qui associe le Juif au colon, à l'occupant, au soldat, dans le cadre des rapports sociaux générés par la colonisation. Pour un·e Palestinien·ne, les termes de « Juif » et « arabe » renvoient à des rapports sociaux et de domination qui n'ont nullement le même sens que le Juif des années 30 dans l'Allemagne nazie.

On peut regretter un tel discours, mais pourrait-il en être autrement, dès lors que la colonisation de la Palestine se fait au nom du judaïsme, que depuis 2006, la bande de Gaza est assiégée au nom de la sécurité de “l’État juif”, que des policiers israéliens gravent une étoile de David sur la peau d’un Palestinien ou qu’un bataillon de Tsahal fête Hanouka en dressant une Hanoukia géante sur les ruines d’un quartier ? Les partisan·es de l’analyse selon laquelle les Israélien·nes auraient été assassiné·es le 7 octobre parce que Juif·ves restent bien silencieux·ses lorsqu’il s’agit de dénoncer l’État d’Israël, principal pourvoyeur de la confusion Juif·ve = sioniste = israélien·ne. N’est-ce pas lui qui s’accapare les symboles juifs depuis sa création en 1948 ? N’est-il pas officiellement “l’État nation du peuple juif” depuis 2018 ? Ainsi, la judéophobie, voire l’antisémitisme, qui peuvent circuler au sein de la population palestinienne, sont très largement motivés et cultivés par l’expérience de la colonisation israélienne faite au nom des Juif·ves et du judaïsme, par un État qui se revendique “État juif” et avec l’approbation des puissances occidentales. Expliquer la violence en Israël-Palestine à travers le prisme de la haine des Juif·ves en ignorant les conditions matérielles qui la produisent relève de l’aveuglement.

Des actes en réaction à un système politique oppressif et criminel nous sont ainsi présentés comme étant de même nature que les actes haineux racistes qui ciblent des personnes juives parce que juives, chez nous, en occident, aujourd’hui comme hier.

## **Pour une reconnaissance du fait colonial israélien**

Dans un article rédigé après le 7 octobre, Eyal Weizman revient sur l’histoire d’un des kibboutz qui a le plus souffert des attaques, Nahal Oz. En 1956, un jeune de ce kibboutz a été tué par des combattants basés à Gaza. Moshe Dayan, alors chef d’État major, se trouvait par hasard dans le kibboutz et prononça un discours lors des funérailles du jeune homme :

« N’accusons pas aujourd’hui les tueurs. Pourquoi devrions-nous nous plaindre de leur haine brûlante envers nous ? Voici huit ans maintenant, que depuis les camps de réfugiés de Gaza, ils nous voient construire notre patrie de la terre et des villages où ils vivaient, où leurs ancêtres vivaient. [...] Nous sommes une génération de colons, et sans le casque d’acier et le ventre du canon, nous ne pourrions planter d’arbres ni construire de maisons.[...] Par delà le sillon de la frontière, une mer de haine et de désir de vengeance gronde, attendant le jour où la sérénité émoussera notre vigilance[...]

Dayan, issu du parti travailliste, était un criminel de guerre. Il ne plaide pas pour les droits des Palestinien·nes, au contraire, il met en garde les Israélien·nes contre le danger d’une guerre permanente. Étonnante clairvoyance ! Il assume parfaitement l’histoire coloniale israélienne, ne feint pas d’ignorer ce que les Palestinien·nes ont perdu, ce qu’Israël leur a pris. Nul besoin, pour lui, de recourir à l’accusation d’antisémitisme. Comme le dit avec humour Sylvain Cypel, « il pisse dans la piscine du haut du plongeur » et l’assume totalement. Les dirigeant·es sionistes espéraient que l’histoire serait oubliée par les jeunes générations de Palestinien·nes – “les vieux mourront et les jeunes oublieront” disait Ben Gourion. Hélas pour les sionistes, ils n’ont pas oublié !

Une immense injustice perdure depuis 100 ans qui produit son lot de violences ethnocidaires sinon génocidaires. Car clairement tout se passe comme si le 7 octobre constituait l’occasion de poursuivre voire de « finir le travail » commencé dès avant 1948 d’éradication du peuple palestinien

autochtone. La bande de Gaza, foyer d'humanité occupé depuis plusieurs millénaires, est désormais inhabitable après avoir reçu en explosif deux fois la bombe d'Hiroshima.

C'est pourquoi laisser croire que les attaques du 7 octobre sont motivées par l'antisémitisme contrevient à un horizon de justice et de paix, qui doit nécessairement passer par la reconnaissance du fait colonial israélien. La place prépondérante que prend, dans le débat public, la conception de l'attaque du Hamas vidée de sa substance coloniale est alarmante et témoigne de l'acceptation généralisée de la théorie du nouvel antisémitisme. Or la contextualisation est la première condition d'un débat honnête sur les violences qui s'abattent sur les Palestinien·nes et sur les Israélien·nes, et le seul chemin pour qu'ils et elles puissent un jour vivre dans la dignité, l'égalité et la sécurité sur ce territoire.

Pierre ABECASSIS, de l'UJFP, avec l'apport essentiel de Maxime BENATOUIL et Nadav JOFFE du Collectif TSEDEK

